

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 87 — 1489

3 AOUT 1987. — Arrêté royal relatif aux conditions d'insertion de la publicité commerciale dans les programmes de radio et de télévision

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, notamment les articles 15, § 4, et 20;

Vu l'avis des Exécutifs des Communautés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et nous arrêtons :

Article 1^{er}. La publicité commerciale insérée dans des programmes de radio et de télévision doit être groupée en périodes non successives dont la durée totale ne peut dépasser une moyenne annuelle de douze minutes par heure d'émission, ni un maximum de six minutes par période de publicité commerciale.

Art. 2. L'article 3 de l'arrêté royal du 31 mars 1987 relatif à l'autorisation pour les stations de radiodiffusion sonore locale à insérer de la publicité commerciale dans les programmes, est abrogé.

Art. 3. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 3 août 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

W. MARTENS

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 87 — 1489

3 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit betreffende de voorwaarden om handelspubliciteit op te nemen in radio- en televisieprogramma's

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en de teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, inzonderheid op de artikelen 15, § 4, en 20;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsexecutieven;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De handelspubliciteit opgenomen in radio- en televisieprogramma's moet gegroepeerd worden in niet opeenvolgende tijdsblokken, waarvan de totale duur een jaarlijks gemiddelde van twaalf minuten per uur zendtijd, en een maximum van zes minuten per tijdsblok handelspubliciteit niet mag overschrijden.

Art. 2. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 31 maart 1987 betreffende de machtiging van de stations voor lokale klankradio-omroep om handelspubliciteit in de programma's op te nemen, wordt opgeheven.

Art. 3. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 3 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

W. MARTENS

F. 87 — 1490

3 AOUT 1987. — Arrêté royal déterminant la composition et le fonctionnement du Conseil de la publicité commerciale à la radio et à la télévision

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision (1), notamment les articles 19 et 20;

Vu l'avis des Exécutifs des Communautés;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 5 juin 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Conseil de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, dénommé ci-après le Conseil, est composé de membres de nationalité belge nommés par Nous, de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

§ 2. Le Conseil est composé :

1^o d'un président, magistrat, proposé par le Ministre de la Justice;2^o d'un membre, proposé par le Ministre des Affaires économiques;

N. 87 — 1490

3 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit tot regeling van de samenstelling en de werkwijze van de Raad voor handelspubliciteit op radio en televisie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en de teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie (1), inzonderheid op de artikelen 19 en 20;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsexecutieven;

Gelet op hetakkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 5 juni 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De Raad voor handelspubliciteit op radio en televisie, hierna te noemen de Raad, bestaat uit leden van Belgische nationaliteit, te benoemen door Ons, op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

§ 2. De Raad bestaat uit :

1^o een voorzitter, die magistraat is, voorgedragen door de Minister van Justitie;2^o een lid, voorgedragen door de Minister van Economische Zaken;(1) *Moniteur belge* du 3 avril 1987; errata, *Moniteur belge* du 25 avril 1987.(1) *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1987, errata, *Belgisch Staatsblad* van 25 april 1987.

- 3° d'un membre, proposé par le Ministre de la Santé publique;
- 4° d'un membre, proposé par le Ministre des Classes moyennes;
- 5° d'un membre, proposé par le Ministre de l'Education nationale (secteur néerlandophone);
- 6° d'un membre, proposé par le Ministre de l'Education nationale (secteur francophone);
- 7° d'un membre, proposé par l'Exécutif flamand;
- 8° d'un membre, proposé par l'Exécutif de la Communauté française;
- 9° d'un membre, proposé par l'Exécutif de la Communauté germanophone;
- 10° d'un membre, proposé par le Premier Ministre parmi les membres des organisations représentatives pour la défense des intérêts des consommateurs.

Chaque membre a deux suppléants proposés et nommés comme il est prévu ci-avant.

§ 3. Le président et les membres du Conseil sont nommés pour quatre ans; leur mandat est renouvelable.

Toutefois, lors de l'installation du Conseil, le mandat de quatre membres, tirés au sort, est limité à deux ans.

§ 4. Des jetons de présence, d'un montant de mille francs, sont accordés au président et aux membres du Conseil, ainsi qu'aux experts visés à l'article 4, § 2. Ils ont en outre droit au remboursement de leurs frais de voyage et de séjour, selon les barèmes prévus pour les fonctionnaires des rangs 15 à 17.

§ 5. Le Conseil dispose d'un secrétariat dont le fonctionnement est assuré par deux fonctionnaires du niveau 1 de rôle linguistique différent, à désigner par le Premier Ministre parmi les fonctionnaires de l'Administration logistique des Services du Premier Ministre.

Art. 2, § 1er. Le Conseil examine, soit d'office, soit à la suite d'une plainte écrite, motivée et signée, qui peut lui être adressée par toute personne physique ou morale, la publicité commerciale insérée dans les programmes par les personnes morales visées à l'article 12, § 1er, de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision. Il vérifie la conformité de cette publicité avec les dispositions légales et réglementaires concernant la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

§ 2. Toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt peut demander l'avis préalable du Conseil sur la compatibilité d'une publicité commerciale, destinée à être insérée dans un programme de radio ou de télévision, tel que visé à l'article 12, § 1er, de la loi précitée, avec les dispositions légales et réglementaires relatives à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

Art. 3. Si le Conseil est saisi d'une plainte conformément à l'article 2, § 1er, du présent arrêté, il transmet à la personne morale concernée visée à l'article 12, § 1er, de la loi précitée, une copie de la plainte et éventuellement des documents qui s'y rapportent, en lui demandant de faire parvenir ses remarques par écrit au Conseil, qui, le cas échéant, envoie une copie de cette réponse à la personne qui avait introduit la plainte.

Le règlement d'ordre intérieur détermine les délais dans lesquels doivent s'effectuer les actes de procédure.

Art. 4, § 1er. Les parties sont convoquées devant le Conseil. Elles peuvent exprimer leur point de vue oralement ou par écrit. Elles peuvent se faire assister ou représenter par un conseil.

§ 2. Le Conseil peut se faire assister par des experts.

Art. 5. Le Conseil se prononce dans un délai de trente jours, prenant cours le jour de la réception de la plainte ou de la demande d'avis auprès du Conseil, sous la forme d'un avis écrit et motivé. L'avis est notifié sans délai aux parties. Il précise, s'il y a lieu, la disposition légale ou réglementaire qui a été méconnue. Si le conseil n'a pas donné son avis dans le délai fixé, il est présumé avoir considéré que la plainte n'est pas fondée ou que l'avis est favorable.

Art. 6, § 1er. Si, conformément à l'article 2, § 1er, le Conseil estime que les dispositions légales et réglementaires relatives à la publicité commerciale à la radio et à la télévision ont été méconnues, il en informe le Premier Ministre ainsi que le procureur du Roi compétent.

§ 2. En cas d'application du § 1er, le Conseil peut à la majorité des deux tiers des membres présents, suspendre l'insertion de la publicité commerciale concernée dans le programme pour une durée maximale d'un mois à partir de la notification de l'avis faite conformément à l'article 5. Le Conseil peut lever cette suspension en raison de la suite donnée par la personne morale à son avis.

- 3° een lid, voorgedragen door de Minister van Volksgezondheid;
- 4° een lid, voorgedragen door de Minister van Middenstand;
- 5° een lid, voorgedragen door de Minister van Onderwijs (Nederlandstalige sector);
- 6° een lid, voorgedragen door de Minister van Onderwijs (Franstalige sector);
- 7° een lid, voorgedragen door de Vlaamse Executieve;
- 8° een lid, voorgedragen door de Franse Gemeenschapsexecutieve;
- 9° een lid, voorgedragen door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;
- 10° een lid, voorgedragen door de Eerste Minister uit de leden van de representatieve organisaties ter verdediging van de verbruikersbelangen.

Voor ieder lid worden twee plaatsvervangers voorgedragen en benoemd zoals hiervoren bepaald.

§ 3. De voorzitter en de leden van de Raad worden benoemd voor vier jaar; hun mandaat kan worden vernieuwd.

Bij de installatie van de Raad wordt het mandaat van vier, bij loting aangewezen leden evenwel beperkt tot twee jaar.

§ 4. Presentiegelden ten belope van duizend frank worden toegekend aan de voorzitter en de leden van de Raad, alsook aan de deskundigen bedoeld in artikel 4, § 2. Zij hebben daarenboven recht op de vergoeding van hun reis- en verblijfkosten volgens de schalen die gelden voor ambtenaren van rang 15 tot 17.

§ 5. De Raad heeft een secretariaat, waargenomen door twee ambtenaren van verschillende taalrol van niveau 1, aan te wijzen door de Eerste Minister onder de ambtenaren van het Logistiek Bestuur van de Diensten van de Eerste Minister.

Art. 2, § 1. De Raad onderzoekt, hetzij ambtshalve, hetzij naar aanleiding van een schriftelijke, met redenen omklede en ondertekende klacht, die hem kan worden voorgelegd door elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, de handelspubliciteit welke in de programma's is opgenomen door de rechtspersonen bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radio-distributie- en de teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie. Hij gaat na of die publiciteit in overeenstemming is met de wets- en verordeningbepalingen inzake handelspubliciteit op radio en televisie.

§ 2. Elke belanghebbende natuurlijke persoon of rechtspersoon kan het voorafgaandelijk advies van de Raad inwinnen over de verenigbaarheid van een bepaalde handelspubliciteit bestemd voor opname in een radio- of televisieprogramma, als bedoeld in artikel 12, § 1, van voornoemde wet, met de wets- en verordeningbepalingen inzake handelspubliciteit op radio en televisie.

Art. 3. Wanneer bij de Raad een klacht aanhangig is gemaakt overeenkomstig artikel 2, § 1, van dit besluit, zendt hij aan de betrokken rechtspersoon, bedoeld in artikel 12, § 1, van voornoemde wet, een afschrift van de klacht en eventueel van de daarop betrekking hebbende documenten, met het verzoek zijn opmerkingen schriftelijk kenbaar te maken aan de Raad, die, in voorkomend geval, een afschrift van dit antwoord toezendt aan de klager.

Het huishoudelijk reglement stelt de termijnen vast binnen welke de procedurehandelingen moeten worden verricht.

Art. 4, § 1. De partijen worden opgeroepen om voor de Raad te verschijnen. Ze kunnen hun standpunt mondeling of schriftelijk te kennen geven. Ze kunnen zich laten bijstaan of zich laten vertegenwoordigen door een raadsman.

§ 2. De Raad kan zich laten bijstaan door deskundigen.

Art. 5. De Raad spreekt zich uit binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat vanaf de dag waarop de klacht of de adviesaanvraag bij de Raad toekomt, in een schriftelijk en met redenen omkleed advies. Het advies wordt onverwijld aan de partijen ter kennis gebracht. Het geeft zo nodig de wets- of verordeningbepaling aan die geschonden is. Als de Raad zijn advies niet binnen de gestelde termijn heeft gegeven, wordt hij geacht te hebben geoordeeld dat de klacht niet gegrond is of dat het advies gunstig is.

Art. 6, § 1. Indien de Raad, overeenkomstig artikel 2, § 1, van oordeel is dat de wets- en verordeningbepalingen inzake handelspubliciteit op radio en televisie geschonden zijn, brengt hij dit ter kennis van de Eerste Minister en van de bevoegde procureur des Konings.

§ 2. Ingeval van toepassing van § 1, kan de Raad met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, de opname van de desbetreffende handelspubliciteit in het programma opschorten voor ten hoogste één maand vanaf de kennisgeving van het advies overeenkomstig artikel 5. De Raad kan deze schorsing opheffen op grond van het gevolg dat de rechtspersoon aan zijn advies geeft.

Art. 7. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir une délégation de pouvoirs à un ou plusieurs membres du Conseil pour les plaintes manifestement irrecevables ou non fondées, ainsi que pour les demandes d'avis visées à l'article 2, § 2.

Art. 8. Le Conseil transmet chaque année au Premier Ministre le rapport de ses activités au cours de l'année écoulée.

Art. 9. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 3 août 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Art. 7. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt goedgekeurd.

Het huishoudelijk reglement kan voorzien in een delegatie van bevoegdheid aan één of meerdere leden van de Raad ten aanzien van kennelijk onontvankelijke of ongegronde klachten, evenals ten aanzien van de adviesaanvragen bedoeld in artikel 2, § 2.

Art. 8. De Raad maakt jaarlijks aan de Eerste Minister een schriftelijk verslag over omtrent zijn activiteiten van het voorbije jaar.

Art. 9. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 3 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 87 — 1491

**Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1929
qui porte organisation de la sûreté publique**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Dans sa déclaration gouvernementale du 29 novembre 1985, le gouvernement prête une attention particulière à la sécurité des citoyens. « Plus que jamais, déclare-t-il, la protection de la sécurité des citoyens doit être un souci prioritaire et constant de tous les responsables politiques ».

Outre les initiatives législatives énumérées, le gouvernement a annoncé une série de mesures à prendre en vue de la « centralisation de la recherche et de l'enquête judiciaire en matière de grande criminalité, au besoin et après étude, par la création d'un corps de police judiciaire unique à compétence nationale ».

Le gouvernement a, en concertation avec les autorités judiciaires, consacré une étude approfondie à la possibilité d'instituer une telle brigade spéciale au sein de la police judiciaire près les parquets.

La conclusion de cette étude est qu'il s'avère nécessaire que les recherches et les instructions judiciaires relatives aux infractions de grande criminalité, telles que le terrorisme, les attaques sanglantes et le trafic de stupéfiants, soient menées par des unités spéciales de la police judiciaire.

Le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal organique de la sûreté publique que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté, tend à permettre la création d'une brigade spéciale au sein de la police judiciaire.

La brigade spéciale serait composée d'officiers et d'agents judiciaires expérimentés détachés des brigades locales et attachés au commissariat général de la police judiciaire près les parquets.

En effet, il ne s'indique pas de créer par de nouveaux recrutements une brigade entièrement nouvelle. Les missions qui seront confiées à cette brigade spéciale requièrent la faculté de recourir à des fonctionnaires de la police spécialisés et expérimentés. Il importe cependant de veiller par le fait qu'on leur retirerait trop d'éléments. Pour cette raison, lors de la constitution de la brigade spéciale, le Ministre de la Justice puisera, en concertation avec les procureurs généraux qui font les propositions de détachement, dans toutes les grandes brigades du pays, tout en veillant à ne pas compromettre la disponibilité des brigades locales. En outre, il sera procédé au remplacement des membres détachés par le biais de nouveaux recrutements.

Le caractère particulier de la brigade spéciale et des missions qu'elle aura à accomplir nous ont amené à opter pour la création d'une unité centrale permettant de réunir les informations et les expériences au sein d'un corps spécialisé auquel pourront être octroyés les moyens nécessaires. Il est évident que le corps spécial devra pouvoir mettre son expérience et ses connaissances au service des brigades locales.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 87 — 1491

**Koninklijk besluit tot wijziging
van het koninklijk besluit van 3 april 1929
houdende inrichting van de openbare veiligheid**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In de regeringsverklaring van 29 november 1985 wordt door de regering bijzondere aandacht besteed aan de veiligheid van de burger. « Meer dan ooit, stelde de regering, dient de bescherming van de veiligheid van de burgers een prioritaire en aanhoudende zorg van alle beleidsverantwoordelijken te zijn ».

Naast de opgesomde wetgevende initiatieven kondigde de regering aan maatregelen te nemen met het oog op « de centralisering van de opsporing en van het gerechtelijk onderzoek van de zware misdadigheid, desnoods en na een studie, door de oprichting van één enkel korps van gerechtelijke politie met nationale bevoegdheid ».

De regering heeft in overleg met de rechterlijke overheden een grondige studie gewijd aan de mogelijkheid van de oprichting binnen de gerechtelijke politie bij de parketten van zo'n bijzondere brigade.

Deze studie leidt tot de conclusie dat de zware misdadigheid zoals het terrorisme, de bloedige overvallen, de handel in verdovende middelen, vereisen dat de opsporing en het gerechtelijk onderzoek geschieden door gespecialiseerde eenheden van de gerechtelijke politie.

Het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit houdende inrichting van de openbare veiligheid dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe de oprichting van een bijzondere brigade binnen de gerechtelijke politie mogelijk te maken.

De bijzondere brigade zou worden samengesteld uit ervaren officieren en agenten van de gerechtelijke politie, die worden gedetacheerd uit de lokale brigades om gevoegd te worden bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie van de parketten.

Het is inderdaad niet aangewezen een volledig nieuwe brigade op te richten door nieuwe aanwervingen. De opdrachten die aan deze bijzondere brigade zullen worden toevertrouwd, vereisen dat een beroep kan worden gedaan op gespecialiseerde en ervaren politiefunctionarissen. Er dient evenwel over gewaakt dat de lokale brigades niet worden verlamd doordat er te veel leden worden weggehaald. De Minister van Justitie zal daarom, in overleg met de procureurs-generaal die de voordrachten voor de detacheringen doen, bij de samenstelling van de bijzondere brigade putten uit alle grote brigades van het land, erop lettend dat de paraatheid van de lokale brigades niet wordt ontwricht. Bovendien zullen alle gedetacheerde leden worden vervangen door nieuwe aanwervingen.

De bijzondere aard en de te vervullen opdrachten van deze brigade hebben ons ertoe geleid te opteren voor een centrale eenheid wat het mogelijk maakt de informatie en de ervaringen te verenigen in een gespecialiseerd korps, waarvoor dan ook de nodige middelen kunnen worden ter beschikking gesteld. Het spreekt voor zichzelf dat dit bijzonder korps zijn ervaring en kennis eveneens moet kunnen ten dienste stellen van de lokale brigades.